

L'expansion européenne médiévale vue par l'historiographie maghrébine contemporaine

*Dominique VALERIAN**

A l'origine, cette réflexion sur la lecture de l'expansion européenne médiévale par les historiens maghrébins contemporains a pris place dans le travail que j'ai mené sur le port de Bougie au Moyen Age. La perspective que j'avais adoptée dès le départ reposait sur un constat et une exigence :

Le constat, déjà ancien, est que, à partir du XI^e siècle, les centres de gravité de l'espace politique et économique du Maghreb se déplacent vers le littoral, vers des ports qui remplacent le plus souvent les anciennes capitales ou du moins gagnent un rôle de premier plan. Cela s'accompagne, à partir du XII^e siècle, d'une intensification des relations avec les ports chrétiens de l'Europe du sud, qui s'inscrivent dans le contexte de l'expansion européenne. Cela se traduit d'une part par un essor des échanges commerciaux en Méditerranée, et d'autre part par une pression, d'ordre militaire, diplomatique, économique, voire religieux, exercée par l'Europe sur les pays d'Islam et en particulier sur le Maghreb. L'hypothèse de départ était donc que cette ouverture du Maghreb à un espace politique et économique qui débordait alors les limites du monde de l'Islam, à une «économie-monde en formation», avait joué un rôle important, dont l'ampleur et les modalités restaient à déterminer.

L'exigence était de ne pas me placer du point de vue européen, de faire une énième histoire de l'expansion européenne, mais bien de me situer sur la rive sud, exigence qui avait déjà été celle de Claude Cahen pour le Proche Orient des croisades. Ma perspective - ma problématique dirons nous - était alors de mesurer les effets, sur un port comme Bougie, de cette expansion européenne et de cette inversion des rapports de force entre les deux rives de la Méditerranée.

Cela rendait donc nécessaire de se dégager de l'encombrante et abondante historiographie occidentale sur les croisades et le commerce européen en Méditerranée, et j'ai donc été amené à rechercher ce que les historiens du Maghreb avaient écrit sur la question, comment ils avaient abordé la question.

Cette étude ne va cependant pas sans poser des problèmes multiples. Le premier de ces problèmes est lié à ma position par rapport à cette question. Position dans le temps tout d'abord : alors que la plupart des communications de ce séminaire analysent une pratique historique relativement ancienne, sur des périodes closes, allant en gros jusqu'à l'époque coloniale, mon enquête porte sur des historiens récents, parfois encore en activité, voire sur la pratique

* Diraset - Université de La Sorbonne-Paris I

actuelle de l'histoire. Ce manque de recul rend les quelques idées que je vais développer fragiles et provisoires.

Difficulté de ma position également comme historien français qui porte un regard sur d'autres historiens, tunisiens, algériens ou marocains. La démarche bien sûr n'est pas illégitime, mais le passif est tel en ce domaine que ce n'est pas sans une certaine appréhension et une certaine humilité que je dois aborder la question, et ce séminaire me donne la chance de confronter ces idées avec - si j'ose dire - mon objet d'étude. C'est aussi pour cette raison que ce travail aura un caractère volontairement descriptif et analytique, et ne doit en aucun cas apparaître comme un jugement de valeur de ma part.

La deuxième difficulté est liée à la relative rareté des travaux des médiévistes maghrébins sur le sujet, rareté qui a constitué pour moi une première surprise, mais qui n'est pas sans signification. Cela dit, si l'expansion européenne ne fait pas l'objet de travaux en soi, elle apparaît pourtant dans des études sur le Maghreb, notamment celles portant sur la période allant du XI^e au XV^e siècles.

La dernière difficulté vient de ce que la question de l'expansion européenne médiévale est à la croisée de deux préoccupations qui suscitent de vifs débats intellectuels et ont des répercussions idéologiques et politiques toujours très fortes : les relations avec le monde chrétien d'une part, dont il n'est pas nécessaire de rappeler la brûlante actualité et d'autre part la question lancinante de ce qui est perçu comme un déclin du monde musulman dont beaucoup d'historiens placent les débuts précisément au moment où l'Europe médiévale prend son essor. Cette «inversion des signes» est au cœur des réflexions de bien des penseurs du monde musulman.

Avant de commencer vraiment je voudrais préciser mon objet. Par expansion européenne médiévale on entend en général ce mouvement, qui prend naissance au X^e-XI^e siècles, et qui permet à l'Europe occidentale, entre le XI^e et le XIV^e siècles, de connaître un essor considérable sur tous les plans : démographique, agricole, commercial, industriel, artistique, intellectuel et religieux, mais aussi de manière plus voyante sur le plan politique et militaire. Du point de vue des pays d'Islam - et c'est ce seul aspect qui a été vraiment abordé par l'historiographie maghrébine - cette expansion apparaît surtout à travers deux aspects, que je n'aborderai que dans leur composante proprement maghrébine :

- l'aspect politique et militaire, celui des croisades, ou de la *Reconquista* en péninsule ibérique, avec ses prolongements en Afrique du Nord, phénomènes politiques et militaires qui ont une forte coloration religieuse et idéologique. Dans l'histoire du Maghreb cette forme d'expansion reste cependant relativement marginale et épisodique avant l'époque moderne.

- l'aspect économique, avec l'essor des relations commerciales maritimes entre les deux rives, et la modification des termes des échanges.

Les «historiens maghrébins» qui constituent plus spécifiquement mon objet d'étude sont plus difficiles à isoler en tant que groupe. D'abord parce qu'il n'existe pas un groupe homogène, une école historique bien définie, même si

des courants se dessinent parfois. Ensuite parce que la communauté scientifique est aujourd'hui largement décloisonnée. La remise en cause de l'historiographie traditionnelle - coloniale pour faire simple - a aussi été le fait d'historiens «occidentaux», et les barrières ne sont jamais vraiment tranchées, comme on le verra. Troisièmement une telle question pourrait tout aussi bien être traitée en prenant en considération l'ensemble de la production historique des pays arabes ou musulmans. Mais outre qu'il s'agit d'une ambition qui dépasse très largement mes compétences, l'historiographie du Proche Orient sur cette question a ses caractéristiques propres, qu'a bien analysées Emmanuel Sivan¹, liées aussi bien au passé des croisades et des États latins qu'à l'histoire immédiate du conflit israélo-arabe. Si l'on retrouve, dans les travaux des historiens du Maghreb, des points communs avec les travaux orientaux, j'ai donc jugé préférable de me limiter à l'aire maghrébine. Enfin, et c'est vrai tout particulièrement dans le cas de l'Algérie, l'histoire nationale a souvent été prise en main par des non professionnels de l'histoire académique, militants, fonctionnaires ou érudits locaux, et il est nécessaire de prendre aussi en considération cette écriture-là de l'histoire. Il va sans dire, pour finir, que je n'ai pas, dans ce travail en cours, exploité l'ensemble de cette production historiographique. J'ai choisi un certain nombre d'exemples qui m'ont semblé significatifs, que j'ai pu rencontrer au cours de mes recherches. On ne s'étonnera donc pas d'y trouver peut-être surreprésentés les travaux algériens, en particulier dans l'analyse de l'historiographie nationaliste, même si les travaux marocains et tunisiens ont également été pris en considération.

Cette diversité ne doit pas être occultée², mais il est néanmoins possible de dégager quelques traits communs. Il est en particulier un point commun à tous les historiens maghrébins qui ont abordé la question de l'expansion européenne, c'est qu'ils ont tous dû se positionner par rapport à leurs devanciers, c'est-à-dire par rapport à l'historiographie européenne - principalement française souvent - qui avait déjà largement exploré la question.

Dans cette historiographie, dont il faut dire deux mots rapidement, l'expansion est vue comme un moment fondateur des nations européennes, voire, plus récemment, de l'Europe elle-même (cf. titre de la Nouvelle Clio de Fossier, *L'enfance de l'Europe*). Le sujet a donc été traité moins dans une perspective d'histoire du monde que dans une perspective d'histoire de l'Europe. Plus précisément, entre le milieu du XIX^e et le milieu du XX^e siècles, l'expansion a souvent été analysée comme un prélude à la colonisation, autour de trois grandes idées :

¹ Emmanuel, Sivan, «Modern Arab historiography of the Crusades», *Asian and African Studies*, 8, 1972, pp. 109-149, en partie repris dans *Mythes politiques arabes*, Paris, 1995, notamment pp. 23-65, et plus récemment par Françoise, Micheau, «Les Croisades vues par les historiens arabes d'hier et d'aujourd'hui», *Le Concile de Clermont de 1095 et l'appel à la croisade. Actes du Colloque Universitaire International de Clermont-Ferrand (23-25 juin 1995)*, Rome, 1997, p. 345-360.

² A cet égard chaque auteur mériterait en soi une étude propre.

La première est que le Maghreb était, à partir du XII^e siècle, dans un état de délabrement politique et économique, et on rejoint là la question très controversée des effets des migrations hilaliennes. L'expansion européenne se fait donc en direction d'un corps inerte, dont il n'est par conséquent pas utile de chercher à analyser les réactions. Plus profondément cette idée repose sur des considérations générales qui nient toute personnalité, toute histoire propre aux peuples des pays vers lesquels se fait l'expansion, ce qui s'inscrit parfaitement dans les perspectives coloniales.

La deuxième idée est que le commerce européen a constitué, pour les cités littorales du Maghreb, un facteur de développement, alors qu'au contraire l'intérieur était laissé à l'anarchie et la destruction des tribus. Bref, elle a été une chance pour le Maghreb³. Plus largement, cette idée, que l'on trouve notamment dans les premiers travaux de Fernand Braudel sur le Maghreb, renvoie à une division du monde entre des espaces intégrés à l'économie-monde, appelés à participer à la croissance et au développement, et les périphéries, qui ne peuvent connaître ce développement - et par conséquent intéresser l'historien - que si elles s'intègrent aux systèmes économiques mondiaux.

La troisième idée enfin est que cette expansion, qu'elle soit commerciale, politique, militaire voire religieuse, débouche naturellement sur la colonisation au XIX^e et XX^e siècles, et en même temps la légitime dans la mesure où elle l'ancre dans la longue durée, dans la continuité de la conquête romaine⁴. On

³ On trouve en particulier cette idée dans les premiers travaux de Fernand Braudel, qui s'est d'abord intéressé à l'histoire du Maghreb alors qu'il est jeune professeur en Algérie, et dans les années qui suivent : il arrive à Alger en 1923, et y reste jusqu'en 1932, et il est secrétaire général adjoint du congrès réuni à Alger à l'occasion de la célébration des fêtes du Centenaire de l'Algérie française : en 1946, il publie dans les *Annales ESC* (1, 1946, pp. 11-12) un article intitulé « Monnaies et civilisation : de l'or du Soudan à l'argent d'Amérique. Un drame méditerranéen », dans lequel il écrit que cette ouverture des Etats maghrébins au commerce est « le grand événement de la vie du Moghreb, quoiqu'en pense l'histoire générale, et qui déborde largement, par ses répercussions au-delà de ses limites. », et plus loin il ajoute : « Il résulta un large développement urbain du Nord-Afrique. Toutes ces villes firent craquer les anciens cadres politiques. ». On trouve déjà dans ces lignes l'intérêt de Braudel pour l'Economie-monde, et l'idée selon laquelle cette « mondialisation » avant l'heure ne peut être que bénéfique à ceux qui y sont rattachés : il oppose très clairement les ports, qui bénéficient de l'apport des échanges, et l'intérieur, qui reste dans un état d'arriération : « Ces villes grandissent alors sans commune mesure avec les pays qui les entourent. Elles sont le produit de l'économie mondiale, et c'est là leur fragilité secrète. Elles n'en sont pas moins pour l'instant rayonnantes » (*ibid.*, p. 12).

⁴ Cette approche est très nette dès les premiers travaux portant sur le commerce européen au Maghreb, et en particulier dans le travail précurseur et monumental de Louis de Mas-Latrie, qui paraît en 1866, *Traité de paix et de commerce et documents divers concernant les relations des Chrétiens avec les Arabes de l'Afrique septentrionale au Moyen-Age*. C'est avant tout une édition de documents, mais qu'il fait précéder d'une riche et longue introduction historique. Il termine ainsi de manière significative sa préface de l'ouvrage, datée du 10 mai 1865, par cette phrase : « Combien n'aurais-je pas à me féliciter, si ces travaux, venant à être connus de quelques indigènes, pouvaient les déterminer à entrer cordialement dans cette voie d'apaisement et d'entente nationale vers les destinées

retrouve là l'idée centrale de l'historiographie coloniale du Maghreb, à savoir l'unité de destin entre l'Europe et l'Afrique du Nord.

On pouvait donc s'attendre à une remise en cause radicale de l'approche des historiens européens de la part des historiens maghrébins après les indépendances, à une «décolonisation de l'histoire» pour reprendre le titre de l'ouvrage de l'Algérien Mohamed Sahli (1965). Cette exigence est en effet souvent affirmée avec force. Mais la réalité est plus complexe, et parfois assez surprenante dans la mesure où souvent les idées de l'historiographie coloniale sont reprises, parfois sous une autre forme, par nombre d'auteurs maghrébins.

Cette «décolonisation de l'histoire» de l'expansion européenne se heurte à plusieurs difficultés. La première est que les sources arabes en parlent très peu, ce qui oblige à recourir aux mêmes sources que les historiens précédents. Or ces sources, au demeurant souvent encore manuscrites, sont soit en latin, soit en langues vernaculaires anciennes. A cela s'ajoute alors un problème d'ordre technique, même s'il n'est pas totalement sans signification idéologique, qui est que les médiévistes maghrébins, à quelques rares exceptions près, ne disposent pas de ces outils linguistiques, ce qui induit une dépendance accrue vis-à-vis des travaux des chercheurs européens. Ce n'est donc pas par le renouvellement des sources que c'est faite la relecture de l'expansion européenne, mais par l'inversion ou le changement du point de vue et des cadres spatiaux et géopolitiques de l'analyse.

Ces cadres nouveaux, qui rompent résolument et volontairement avec la perspective européocentrée, aboutissent cependant souvent - et c'est le paradoxe - à reprendre, au moins partiellement, les conclusions de l'historiographie traditionnelle de l'époque coloniale.

De manière sans doute un peu schématique, on peut distinguer quatre approches, qui ne sont bien sûr pas totalement hermétiques : dans le cadre de l'histoire nationale, dans celui des relations nord-sud, des relations entre Islam et chrétienté, enfin dans le cadre méditerranéen.

I. Le cadre de l'histoire nationale

Il est inutile d'insister sur l'abondance et l'importance de cette production historiographique. Elle prend pour cadre géographique les Etats-nations actuels, nés des découpages de frontière de l'époque coloniale, qui s'adaptent assez mal aux réalités politiques de l'époque médiévale. C'est cette histoire nationale qui a le plus explicitement affirmé ses objectifs, et l'usage qui, selon elle, devait être fait de la production historique. L'usage de l'histoire, ouvertement revendiqué, est la construction de la nation, par la mise en évidence de ses racines, et son individualisation par rapport aux autres nations, en particulier voisines. Si cette approche se trouve aussi bien en Tunisie qu'au

communes que l'avenir réserve peut-être à l'Algérie, et à laquelle les convie en ce moment le magnifique et sympathique langage dont l'Empereur a le secret !». *Traité*s, préface, p. XXVII.

Maroc, c'est en Algérie qu'elle a été le plus développée, et c'est sur ces travaux que je m'appuierai.

Cette approche est largement développée dans un ouvrage de Mahieddine Djender, *Introduction à l'histoire de l'Algérie*, publiée d'abord en 1970, puis en 1991 complétée d'une préface supplémentaire intitulée «Qu'une nouvelle réflexion sur l'histoire nationale est nécessaire». L'auteur est un haut fonctionnaire algérien, membre de la commission nationale de la jeunesse, il a semble-t-il participé à la lutte d'indépendance (il a écrit certaines pages en prison), et est très proche visiblement de la ligne à la fois nationaliste et socialiste du président Boumediène. Il rapporte dans sa seconde préface qu'à l'époque (dans les années 1960) «il n'était admis de voir dans notre passé que la maturation et les hauts faits qui ont conduit la nation algérienne à être *la première des nations* afro-asiatiques, par sa lutte victorieuse, par son expérience, par ses options qui constituent les seuls choix possibles et les meilleurs» (p. 12). Pour lui, comme pour nombre d'auteurs de sa génération, la fonction de l'histoire est claire : «Dans leur action, dans leur contact avec le peuple, les militants nationalistes (qui ne sont pas des historiens de formation le plus souvent) découvraient la nécessité de *démontrer* l'existence de la nation algérienne» (p. 45), et plus loin il parle de la nécessité d'un «effort de création de notre histoire nationale» (p. 46).

Cette approche a donné un grand nombre de travaux, portant soit sur l'histoire de la nation, soit sur des points plus particulier, notamment de nombreuses monographies urbaines, avec souvent pour point commun de partir des origines pour mener l'étude jusqu'à la période contemporaine. L'ambition est double : montrer l'ancienneté de la nation, et sa grandeur, de tous temps. Cette nation se construit alors en opposition à l'ancienne puissance coloniale, mais aussi en opposition aux autres puissances régionales, ce que dit bien le texte de Djender, qui place l'Algérie au premier plan des «nations afro-asiatiques», donc avant le Maroc et la Tunisie.

La glorification du passé national ou urbain passe par la mise en avant de la grandeur politique, culturelle, et économique, et dans ce dernier cadre l'animation commerciale joue un rôle de premier plan. Les relations diplomatiques et commerciales avec les puissances européennes sont alors un signe de grandeur, et le grand commerce international est vu comme un apport positif pour les ports concernés. On peut trouver une telle approche dans l'ouvrage de Djilali Sari, *La Re-naissance d'un ancien débouché de l'or transaharien, Honaine (Algérie). Passé et transformations en cours* (Alger, 1991), qui fait un long développement sur le commerce et la diplomatie avec les puissances européennes, ici avec la Couronne d'Aragon, «en raison des traditionnels rapports entre la chrétienté et l'islam», et il conclut (p. 33) : «Ainsi abstraction faite des effets de l'expansionnisme mérinide et des crises limitées entre les deux rives, tout a été mis en œuvre pour assurer des échanges commerciaux si recherché de part et d'autre de la Méditerranée. *Honaine en profite et en donne un aperçu*».

On trouve une approche semblable dans *L'Algérie dans l'histoire*, synthèse de l'histoire de l'Algérie publiée en arabe à Alger en 1984, notamment dans le chapitre consacré à la «Civilisation algérienne à l'époque des Banû Zayân», dû à la plume d'Attalah Dhina. Celui-ci commence les pages qu'il consacre au commerce par la liste des traités de paix avec la Couronne d'Aragon, et insiste sur le caractère plutôt pacifique de ces relations.

Ces conclusions, on le voit, ne sont guère éloignées de celles de l'historiographie coloniale, puisqu'elles soulignent l'importance, pour la prospérité du Maghreb, des relations commerciales avec l'Europe. Très souvent d'ailleurs les développements sur l'histoire économique reposent sur deux pieds : le commerce maritime avec les puissances européennes, et le commerce saharien de l'or, comme si, entre les deux, le Maghreb était un corps inerte, simple zone de passage entre l'Afrique sub-saharienne et la rive nord de la Méditerranée.

Trois raisons principales expliquent que ces auteurs aient repris, sans doute sans l'explicitier vraiment, les thèses développées par les historiens européens. La première, je le disais précédemment, est la volonté de montrer la prospérité ancienne du pays, en cherchant tous les indices de cette prospérité, ce que donnent en abondance les documents commerciaux des archives européennes, alors que les sources arabes sont sur ce sujet très limitées. La deuxième est plus intéressante : dans ces travaux l'accent est mis sur les rivalités intra-maghrébines, et dans le cas de l'Algérie tout particulièrement de rivalité avec le Maroc, dont on cherche les racines au Moyen Age. Il est symptomatique de noter que dans *L'Algérie dans l'histoire* dont je viens de parler, de longs développements sont consacrés à la lutte contre les Mérinides, alors que les relations avec les chrétiens sont traitées en mettant en avant les accords de paix - il est vrai qu'à cette époque les relations se font surtout avec les pays de la Couronne d'Aragon, donc l'Espagne, et non la France, ce qui est plus commode. Les relations - politiques et commerciales - avec les chrétiens sont vues alors comme un moyen de résister victorieusement contre les voisins marocains, ce qui est particulièrement net dans le travail de Sari, qui écrit (p. 32) : «Encore faut-il assurer d'abord *l'existence durable* du nouvel État face à l'expansionnisme sans borne du voisin de l'Ouest [Maroc mérinide]», et cela est permis par le développement du commerce. On est donc assez éloigné de l'historiographie nationaliste arabe du Proche-Orient, dominée longtemps par l'idéologie pan-arabe et le parallèle entre les croisades et l'époque contemporaine (colonisation européenne, conflit avec Israël). Ce parallèle, qui insiste sur la continuité de l'affrontement, existe également dans l'historiographie maghrébine, on le verra, mais le plus souvent ne prend pas pour cadre l'histoire nationale. La troisième raison enfin est d'ordre plus technique : la bibliographie sur laquelle s'appuient ces travaux est uniquement européenne, et ces auteurs reprennent en particulier largement les conclusions de Charles-Emmanuel Dufourcq, qui fut d'ailleurs le directeur de thèse de Dhina. On retrouve là cette dépendance vis-à-vis des travaux portant sur

l'expansion de l'Europe que j'évoquais tout à l'heure, et une continuité historiographique, notamment à travers les maîtres.

Le cadre national, étatique, n'est cependant pas le seul à être sollicité, loin de là, peut-être précisément parce que le phénomène de l'expansion européenne exige une réflexion plus large. La deuxième approche est nettement plus critique vis-à-vis de l'historiographie ancienne.

II. Le cadre des relations Nord-Sud

Le deuxième cadre de compréhension de l'expansion européenne médiévale est celui que l'on peut qualifier de relations nord-sud. Le contexte est ici sensiblement différent, et considère deux blocs issus des décolonisations : le monde développé économiquement et le Tiers-Monde, ou le «Nord» et le «Sud». Ces thèses se développent dans les années 1960, à la suite des décolonisations, avec ce que l'on a appelé le «tiers-mondisme», qui s'interroge sur les relations entre le monde développé et le monde sous-développé, qui correspond en gros aux anciennes colonies, et qui dénonce de nouvelles formes de colonialisme, ou le «néocolonialisme». Celui-ci se traduit par une prépondérance non plus seulement politique, mais avant tout économique, par l'entretien d'échanges inégaux entre le nord et le sud. C'est aussi l'époque où l'histoire économique et sociale occupe une position dominante dans le champ scientifique, avec des approches souvent inspirées du marxisme. L'idée la plus importante pour nous est celle de l'échange inégal, développée dans les années 1960, notamment par Arghiri Emmanuel (*L'Echange inégal*, Maspero, 1968, et l'année suivante Samir Amin, avec le même titre) : il affirme que ce ne sont plus les conditions de production qui déterminent les échanges, mais les échanges qui déterminent la production, soulignant surtout que cet échange inégal mène au développement inégal, donc au sous-développement.

Les historiens ont cherché alors dans les siècles passés l'origine de cette fracture, de cet échange inégal. L'agression de l'Europe n'est alors plus ni politique, ni militaire, ni religieuse, elle est avant tout économique, comme le souligne à sa manière Djender : «Ce qui a caractérisé dans ce mouvement [qui entraîne les nations européennes à la conquête du monde], la période pré-industrielle et mercantile, c'est-à-dire la période antérieure au début du XIV^e siècle, ce n'est pas tant la conquête militaire des pays neufs d'Amérique, d'Asie ou d'Afrique, mais le prélèvement de leurs richesses par l'Europe grâce à un commerce avantageux» (p. 85). Ici la continuité est affirmée nettement, entre l'expansion médiévale et les conquêtes coloniales et leurs suites.

Cette approche a été menée très tôt par l'historien et intellectuel marocain Abdallah Laroui, dans son *Histoire du Maghreb*, qui paraît en 1970, et reste aujourd'hui une référence. Il aborde le sujet dans le chapitre qu'il consacre à la période almohade, dans un paragraphe consacré aux débuts de l'activité des marchands italiens au Maghreb, et observe que «la marque même de ce changement d'orientation [de l'espace économique maghrébin, tourné désormais vers la mer] est l'apparition d'un commerce nouveau qui n'est ni le

commerce de l'intérieur de Tâhart, la Qal'a ou Kairouan, ni celui de l'Andalousie et de l'Orient, mais un commerce portuaire *contrôlé* par les Italiens : Pisans et Génois. [signature de traités de commerce] Peu après les Génois se *rendirent maîtres* du commerce maghrébin de la même manière que les Vénitiens contrôlaient déjà celui de l'Orient musulman».

Deux idées se dégagent de la réflexion de A. Laroui : la première est que la puissance du capitalisme marchand européen (qu'il limite ici aux seuls Génois) entraîne une perte de contrôle du commerce par les Maghrébins, et la seconde est que le développement du grand commerce international est un mal pour le Maghreb et son économie : «Ce commerce, qu'on se plaît à considérer comme un symbole et une condition de prospérité, a toujours été lié dans l'histoire du Maghreb à un affaiblissement de l'autorité politique» (p. 174). En cela il s'oppose à l'historiographie européenne, non sur le constat (mainmise des Européens sur l'économie littorale) mais sur l'interprétation du phénomène, qui pour les uns est un bien, pour A. Laroui un mal, qui débouche sur la domination coloniale. Là encore, il reprend une des idées centrales de l'historiographie coloniale, portant simplement un jugement politique différent.

Cette thèse a été reprise, sous une forme à la fois moins élaborée et encombrée de considérations politico-religieuses, par certains auteurs de vulgarisation historique, comme un témoin une histoire de l'*Algérie médiévale* publiée par Mahfoud Kaddache en 1992. Selon lui il y a un *projet conscient* de la part des Européens, projet qui mêle expansion économique des marchands et expansion politique des armées, et il parle d'une «offensive commerciale des marchands européens, *accompagnée le plus souvent* d'une offensive militaire des Etats chrétiens» (p. 165), et il ajoute plus loin : «La capture par les commerçants européens du trafic méditerranéen a exigé une politique offensive contre les cités maritimes maghrébines, *visant* à l'asphyxie de ces dernières et l'interdiction de tout commerce régulier maghrébin» (p. 179). On ne sait plus toujours très bien, à le lire, si les Européens ont eu une politique visant à renforcer le commerce avec les pays maghrébins ou au contraire à le faire disparaître, car il mêle les réalités des échanges commerciaux avec des supposés interdits pontificaux qui ne touchèrent en réalité jamais la totalité des échanges, et qui du reste ne furent jamais vraiment respectés.

Chez cet auteur cependant, comme chez beaucoup d'autres, domine un cadre de réflexion différent, qui est sans doute le plus prégnant, celui des relations entre Islam et chrétienté

III. Le cadre des relations islam-chrétienté

Cette tendance est très répandue, et s'est encore développée récemment avec l'essor des idées islamistes. Je n'en prendrais que quelques exemples. Elle est très présente dans un colloque qui s'est tenu en 1974 à Bougie, qui est le 8^e d'une série de séminaires sur la pensée islamique organisés par le Ministère de l'Enseignement Originel et des Affaires Religieuses, et dont une session était consacrée plus précisément à l'histoire de Bougie. En marge du colloque, le

ministre de tutelle, Mûlûd Qâsim a accordé un entretien au supplément Culture du *Mudjabid* du 29 mars 1974, dans lequel il fixe les objectifs de la rencontre : «de second thème [celui de l'histoire de Bougie] proposait une réflexion sur l'histoire. Histoire qui a été falsifiée, déformée, défigurée, si l'on peut dire, par beaucoup d'historiens étrangers non musulmans. Il en est qui ont été objectifs, d'autres, par contre, ne l'ont pas été du tout. Pour nous, il est temps de reconsidérer l'attitude des historiens non musulmans face à l'histoire de l'Islam et de sa civilisation, sa culture et la nécessité de récrire cette histoire nous même» (p. 401 sq). Cette exigence, qui reflète assez fidèlement l'esprit de cette rencontre, est une condamnation sans appel, qui établit une distinction religieuse fondamentale : un non musulman ne peut que falsifier l'histoire de l'Islam, même s'il est objectif.

Le propos est outré. Il n'en reflète pas moins un courant très important, qui met le religieux au centre de la réflexion historique, et notamment celle sur les relations avec l'Europe chrétienne. Cette approche peut parfois être formulée différemment, en mettant en avant les relations entre les Arabes et les autres ou entre l'Orient et l'Occident, mais dans tous les cas la coloration religieuse reste très nette. Ce cadre est moins prégnant au Maghreb que dans l'historiographie proche-orientale, où le souvenir des croisades et l'actuel conflit israélo-palestinien alimente ce discours. Il est pour autant loin d'être absent.

Dans le colloque de Bougie, très marqué par la glorification de l'islam et par une idéologie islamiste naissante, une commission est réunie à l'issue de la troisième session portant sur l'histoire de Bougie, qui doit répondre à plusieurs questions, dont celle de la décadence. Elle est présidée par le Tunisien Othmane el-Kaak, et comprend plusieurs historiens algériens (notamment Rachid Bourouiba et Moulay Belhamissi). La première cause de la décadence de Bougie est, selon cette commission, «des attaques chrétiennes des Normands, Espagnols, Chevaliers de Malte et autres «ordres de templiers» ainsi que l'agression des flottes pisanes, génoise, vénitienne et en dernier lieu l'attaque de la flotte de Charles Quint occupant Bidjaïa. C'est alors que les soldats espagnols chassèrent les habitants de cette ville, dont ils détruisirent les monuments et palais et abolirent l'activité intellectuelle». L'agression «chrétienne», est ici présentée de manière particulièrement caricaturale, car jamais les Normands n'ont attaqué Bougie, ni les «ordres de templiers», mais elle renvoie à des images fortes de l'agression chrétienne, en insistant sur les ordres militaires, mais aussi sur les actes de piraterie⁵.

Deux phénomènes ont particulièrement inspiré ces interprétations. Le premier, assez naturellement, est constitué par les quelques entreprises de conquête territoriales menées par certaines puissances chrétiennes contre le Maghreb. On en trouve un bon exemple dans la présentation de l'occupation normande du littoral ifrîqiyyen dans la 1^{re} moitié du XII^e siècle, dans l'*Histoire de la Tunisie*, publiée dans les années 1970, sous la plume d'Abdelmajid Douib. Il

⁵ Viennent ensuite des causes plus internes (guerres civiles, bédouins, relâchement des mœurs).

traite dans sa dernière partie des invasions, avec celle des Hilaliens - reprenant le terme d'invasion tout en critiquant, à partir des travaux de J. Poncet, la thèse traditionnelle - et celle des Normands, dont il décrit la fin, après en avoir évoqué le caractère particulièrement violent et intolérant, de la manière suivante (p. 319-20) : «Quatre années avant la conquête de l'Ifrîqiya et la *libération* de Sousse et de Mahdiya par les Almohades, les populations de la côte, désarmées, brimées, étroitement surveillées, se révoltaient contre *l'ennemi chrétien*. Cette résistance prend avec le recul du temps des proportions considérables. D'abord, les Ifrîqiyens, à Sfax, à Djerba, aux Kerkennah, à Tripoli, démunis de tout, surent compter sur eux-mêmes et n'attendirent pas – comme ce fut le cas en Andalousie – que l'armée vint camper aux portes de leurs cités pour engager la lutte. [décrit cette lutte] C'est un moment privilégié de l'histoire où Ifrîqiyens, Hilaliens, Almohades, unis dans l'enthousiasme et la concorde, conjuguèrent leurs efforts pour libérer Mahdiya.»

Plus loin, dans sa conclusion, il revient sur la question et rend l'invasion normande responsable du déclin du Maghreb (p. 323) : «Car depuis l'installation des chrétiens dans cette île [Sicile], le Maghreb perdit le contrôle de la Méditerranée, et vécut constamment sur la défensive», et plus loin il établit un parallèle significatif avec la conquête romaine : «Ainsi l'occupation de la Sicile par les Normands est à rapprocher de son occupation par les Romains, avec cette seule différence que la conquête romaine ne suivit que de peu cette importante acquisition, parce que les Berbères (Ô comble de l'aveuglement politique !) se coalisèrent avec Rome pour assassiner Carthage. Tandis que depuis 1052, les Arabes, indissolublement liés aux Berbères, défendirent avec acharnement cette terre d'Islam contre plusieurs tentatives d'occupation chrétienne.» Bien que l'ouvrage s'inscrive dans une perspective globale d'histoire nationale, le traitement de cette question précise des relations avec l'Europe adopte une logique clairement religieuse, qui efface toute autre définition des groupes politiques et sociaux au Maghreb, et met en avant une lutte unanime et victorieuse de tous les musulmans contre les Normands, présentés ici comme représentants de l'ensemble de la chrétienté.

On trouve ce même cadre d'analyse dans les études portant sur la piraterie en Méditerranée, qui est souvent analysée comme un phénomène essentiellement religieux, lié à la croisade, et signe de l'agression de la chrétienté. Cette approche est assez nette dans la communication de l'Algérien Moulay Belhamissi au colloque de Bougie de 1974 : après avoir parlé des dévastations de l'intérieur par les Hilaliens, il constate : «On assista à une orientation des Maghrébins sédentaires et cultivateurs vers des entreprises maritimes, commerciales ou guerrières. La Méditerranée s'y prêtait *car*, au Moyen-âge, elle était le théâtre de bataille entre le monde musulman et le monde chrétien. L'arrivée des Andalous apportant avec eux une haine solide à l'égard de ceux qui les avaient chassés et une technique qui avait fait ses preuves dans leur pays

natal» (p. 71). Il situe bien la course dans le cadre de l'affrontement entre islam et chrétienté, de la *Reconquista*⁶.

Comme cela ne suffisait pas, O. el-Kaak intervient au cours de la discussion avec une violente attaque contre les chrétiens, dans laquelle il affirme que «le mot piraterie 'karsana' vient du mot 'Corse', et donc les Arabes n'ont rien à y voir, sinon on l'aurait appelée La Mecque, Médine, Cordoue ou autre» (p. 129). L'idée selon laquelle la course ou la piraterie musulmane était une réponse à une agression chrétienne est assez répandue, même si elle n'est pas formulée de cette manière. On la retrouve dans *l'Algérie médiévale* de M. Kaddache, qui souligne l'offensive armée de la chrétienté, qu'incarnent les pirates chrétiens sur les mers, ce qui explique, à ses yeux, que pour se défendre les Maghrébins ont recours à la course.

Ces conclusions tournent donc autour de trois idées principales : la primauté du religieux comme facteur d'explication des relations politiques, et l'antécédence de l'agression chrétienne contre l'islam, qui n'a fait que se défendre, enfin la responsabilité de cette agression dans le déclin que connaît alors le Maghreb. Elles affirment une altérité radicale et une opposition irréductible entre chrétiens et musulmans, dans un discours volontiers polémique qui est destiné plus à un usage interne qu'à une diffusion académique. Cela explique sans doute que ce discours reste relativement marginal des travaux universitaires à diffusion internationale ou du moins formulé avec une certaine prudence.

Ces trois approches, si elles sont loin d'avoir disparu, ont laissé la place au cours de ces dernières années à une réflexion qui prend un cadre géopolitique large, celui de la Méditerranée, et qui remet en cause au moins partiellement les travaux antérieurs et leurs conclusions.

IV. Le cadre méditerranéen

Ce cadre méditerranéen avait été très violemment critiqué par A. Laroui dans son *Histoire du Maghreb* (p. 95) : «A cet éternel enfant, toujours espiègle, on rappelle qu'il doit faire une fois pour toutes le bon choix qui, bien entendu, est celui de la communauté méditerranéenne», et d'ajouter : «C'est cela l'histoire colonisée».

Trente ans après, c'est pourtant bien cette approche qui est privilégiée, avec une double ambition : la première, d'ordre scientifique, vise à appréhender les évolutions du Maghreb dans un contexte large, qui inclut ses relations avec d'autres espaces, qu'ils soient au sud, à l'est ou au nord. C'est un rejet non

⁶ Réagissant à cette communication une historienne de Damas, Assabagh, Laïla, reproche cependant à Belhamissi de surestimer les causes économiques de la course (il y faisait en effet allusion), affirmant «certes ces facteurs existent, mais je pense qu'il faudrait y adjoindre le facteur religieux, celui du Djihâd.», et de proposer de faire une étude sur le sujet, en insistant sur les *ribât*-s et en prenant exemple sur le cas de la frontière entre la Syrie et Byzance.

seulement du cadre national, peu opérant pour l'histoire médiévale, mais aussi d'une vision trop bilatérale des relations avec les puissances chrétiennes. La seconde ambition est plus politique, et vise à souligner la complexité des relations avec l'Europe chrétienne, et à mettre en avant en particulier les aspects pacifiques, marquant une volonté de décripation, qui s'oppose en particulier à l'approche précédente.

Ce renouvellement est le fait de nouvelles générations d'historiens, qui sont moins marqués par les luttes d'indépendance et ne recherchent pas une légitimité intellectuelle dans le discours nationaliste. Mais il se nourrit également sur le plan scientifique des apports fondamentaux de Braudel et de son école, qui ont montré la nécessité d'associer, dans leur complexité, des espaces différents, au sein d'une économie élargie où les interactions sont constantes. Cette exigence est nette par exemple dans la thèse de Mohamed Kably (*Société, pouvoir et religion au Maroc à la fin du «Moyen-Age»*, soutenue en 1984 sous la direction de Claude Cahen, et publiée en 1986) : «Ni l'essor ni le déclin des Mérinides ne saurait donc se concevoir isolément, loin d'un support spatio-temporel qui n'avait rien de spécifiquement local, qui débordait tout au contraire vers l'Afrique subsaharienne, l'Égypte des Mamelouks et la rive septentrionale de la Méditerranée» (p. 94).

Mais cette tendance s'exprime surtout à travers la multiplication de colloques, que je qualifierais de «méditerranéens», qui associent des chercheurs maghrébins et européens, dans un cadre chronologique le plus souvent très large, allant de l'antiquité à l'époque contemporaine, autour de thèmes qui soulignent souvent une communauté de destin autour de la Méditerranée. Ces rencontres ne sont pas vraiment nouvelles, mais ont pris une ampleur notable ces dernières années, que ce soit dans les universités maghrébines ou européennes. Elles mériteraient une étude en soi, et je me limiterai à deux exemples significatifs.

Le premier exemple est une colloque qui se tient à Rabat en novembre 1994 (il est publié en 1995). Son titre est *L'Occident musulman et l'Occident chrétien au Moyen Age*. Sur 11 communications présentées par des Maghrébins (marocains pour l'essentiel, à l'exception d'un Algérien) aucune ne traite directement des guerres entre musulmans et chrétiens, thème qui n'est abordé que dans deux communications d'enseignants d'Égypte. Cette absence, compte tenu du thème général du colloque, montre un choix net dans le traitement historique des relations avec les chrétiens d'Europe au Moyen Age, et une volonté d'occulter les aspects conflictuels. Cette volonté pose cependant problème, dans la mesure où elle impose parfois un discours «politiquement correct» dans ces rencontres qui, pour être sympathique, n'en reste pas moins une entrave à la réflexion historique.

Le second colloque est pratiquement contemporain. C'est le VI^e Congrès International d'Histoire et de Civilisation du Maghreb, tenu à Tunis en décembre 1993 et publié dans les *Cahiers de Tunisie* dans le tome daté de 1995. Son thème est particulièrement intéressant pour le sujet qui nous occupe,

puisqu'il était «Guerre et paix dans l'histoire du Maghreb». Un article de Tahar Mansouri, «Le Maghreb médiéval face aux expéditions occidentales», montre l'évolution de ces réponses, et la place de plus en plus importante occupée par la diplomatie pacifique. Si l'aspect conflictuel des relations n'est pas gommé, pas plus que l'élément religieux, la prise en considération, au-delà du discours, des réalités de la pratique et du contexte géopolitique d'une part, et des évolutions d'autre part, mène à des conclusions beaucoup plus nuancées.

Il y aurait sans doute encore beaucoup à dire sur ces rencontres, mais on peut déjà dégager une idée importante, qui est que l'approche multilatérale permet une décripation des analyses, des travaux plus sereins, et surtout une réflexion plus large qui ouvre à des conclusions plus nuancées. Surtout, ils affirment, souvent dans le thème même de la rencontre, une identité méditerranéenne, commune avec l'Europe, qui rejoint aussi parfois des orientations politiques (et économiques) des gouvernements.

Conclusion

Il faut insister encore sur la difficulté d'individualiser, comme groupe cohérent, les historiens maghrébins. Outre les différences importantes que nous avons pu noter, et qu'il faudrait sans doute encore nuancer, il apparaît évident que ces travaux s'inscrivent dans un mouvement général, une «chaîne historiographique» pour reprendre l'expression de Kmar Bendana et le constat établi par plusieurs d'entre nous⁷. Les liens avec d'autres historiens, passés ou contemporains, sont évidents, que ce soit au niveau de la méthode ou des interprétations des faits, et cela n'est en rien surprenant⁸. Cette intégration n'exclut cependant pas un certain nombre de caractéristiques communes.

Ces approches sont toutes liées à un rapport identitaire à l'histoire, selon que les auteurs se pensent prioritairement comme citoyens d'une nation, membres de la communauté musulmane, habitants du Tiers Monde ou méditerranéens, ce qui n'exclut pas d'ailleurs les rapports d'identité multiples. Elles ont également en commun de viser, explicitement ou non, à la construction ou à la mise en évidence d'une identité *par rapport à l'Europe*. On retrouve, dans le cas de la production historique, des constats plus généraux établis notamment par les sociologues. Ceux-ci ont montré depuis longtemps qu'un des legs de la longue période coloniale est la cohabitation d'identités culturelles diverses parmi lesquelles une identité que l'on peut définir, pour faire simple, d'européenne. Cette cohabitation est plus ou moins assumée, plus ou moins conflictuelle, et la place qu'y occupe la référence européenne constitue un enjeu idéologique majeur.

Toutes ces approches ont leur valeur, soulignant, selon les cas, les spécificités régionales, la modification des équilibres économiques, l'importance

⁷ Voir rapport de lecture de Bargaoui, Sami, et Kchir, Khaled.

⁸ La rupture avec l'historiographie européenne est, à ce titre, nettement moins nette que dans le cas de l'historiographie orientale analysée par Sivan, E.

de l'idéologie et notamment de la religion ou l'interdépendance des espaces géopolitiques. Elles ont le grand mérite, par rapport à l'historiographie coloniale, de placer le Maghreb au centre de leur réflexion, et de s'interroger sur son devenir. L'inversion de la perspective a donc contribué grandement au renouvellement des connaissances sur ces questions.

Elles ont un autre point commun, qui est de juger l'Europe occidentale comme agresseur, quelle que soit la forme de l'agression ou du moins comme le moteur et l'initiateur de ces relations, ce qui en soit n'est pas forcément contestable. Mais rares sont les travaux qui s'interrogent sur les modalités de la réaction des pays du Maghreb à cette expansion, du moins sur le plan économique et commercial. Le plus frappant dans ces travaux est de constater que le Maghreb est le plus souvent considéré comme une victime, passive, de cette expansion commerciale. En ce sens, aussi paradoxal que cela puisse paraître, et en dépit des avancées notables mentionnées plus haut, le Maghreb est souvent vu comme un corps sans réaction, et on retrouve, sous une forme certes différente, une des idées sous-jacentes fondamentales de l'historiographie coloniale.

On peut donc dire que la «décolonisation de l'histoire», si elle est bien avancée, est encore en marche, et les travaux des dernières années montrent qu'il est possible non seulement d'affirmer l'identité du Maghreb comme objet historique à part entière, mais aussi de l'étudier comme un acteur véritable de l'histoire méditerranéenne.

J'espère que les discussions, peut-être vives, que suscitera ce travail, permettront, par l'échange des points de vue, de se placer au-dessus de ces identités et de se détacher de nos appartenances multiples.